

DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER

CARREZ-AMIANTE-TERMITES-PLOMB-DPE-GAZ-ELECTRICITE-DTI-CALCUL DES MILLIEMES

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.1)

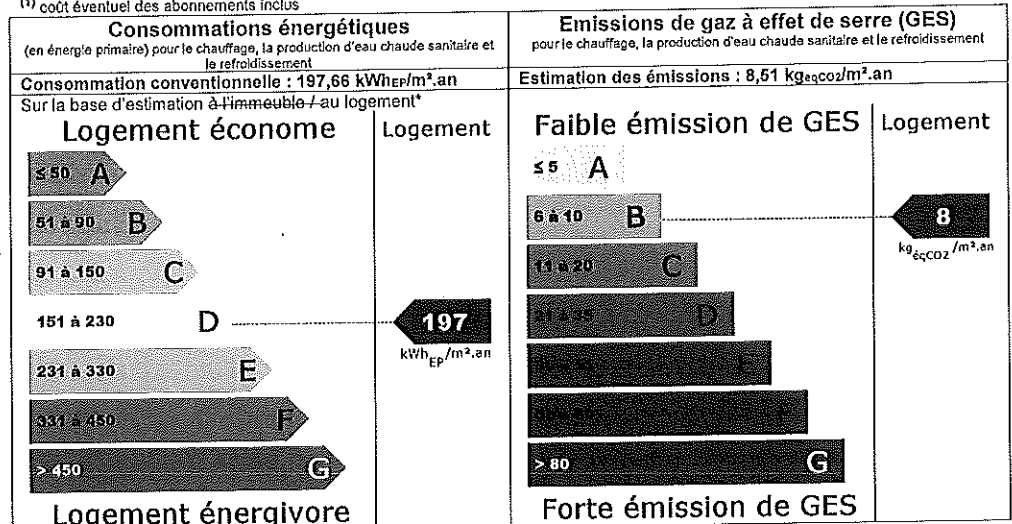
Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

| A INFORMATIONS GENERALES | |
|---|---|
| Date du rapport : 19/11/2018 N° de rapport : LA MAIRIC 11768 19.11.18 Valable jusqu'au : 18/11/2028 Type de bâtiment : Immeuble Collectif Nature : Appartement Année de construction : 1960 Surface habitable : 57 m ² | Diagnostiqueur : BORREL Julien Signature : Julien BORREL Expert Immobilier 6 Place d'Armes - 83000 TOULON 6 Place d'Armes - 83000 TOULON TEL 04 94 03 51 39 TEL 04 94 03 51 39 Fax 04 94 58 36 03 Fax 04 94 58 36 03 |
| Adresse : 33 Avenue DU XVème CORP 83000 TOULON INSEE : 83137 Etage : 4ème étage N° de Lot : NC | Référence ADEME : 1883V1015406V |
| Propriétaire : Nom : SCI LA MAIRIC Adresse : RD 106 21210 SAINT-MARTIN-DE-LA-MER | Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : Adresse : |

| B CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ENERGIE |
|---|
| Obltenues par la méthode 3CL - DPE, version 2012, estimé à l'immeuble / au logement*, prix moyen des énergies indexés au 15/08/2015 |

| | Consommation en énergie finale (détail par énergie et par usage en kWh _{ep}) | Consommation en énergie primaire (détail par usage en kWh _{ep}) | Frais annuels d'énergie (TTC) |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Chauffage | Electrique 2 217,62 | 5 721,47 | 308,48 € |
| Eau chaude sanitaire | Electrique 2 149,36 | 5 545,34 | 235,57 € |
| Refroidissement | | | |
| Consommations d'énergie pour les usages recensés | 4 366,98 | 11 266,81 | 665,99 € ⁽¹⁾ |

(1) coût éventuel des abonnements inclus



* rayer la mention inutile

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 DP

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Veritas Certification
6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 -- julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 315 00023

C DESCRIPTIF DU LOT À LA VENTE ET DE SES EQUIPEMENTS

| Logement | | Chauffage et refroidissement | Eau chaude sanitaire, ventilation |
|--|--|--|---|
| Murs : | | Système de chauffage : | Système de production d'ECS : |
| Béton banché | | Radiateur électrique NFC | Chauffe-eau vertical |
| Béton banché | | | |
| Toiture : | | Emetteurs : | Système de ventilation : |
| Dalle béton | | Radiateur électrique NFC (surface chauffée : 57 m ²) | Système de ventilation par entrées d'air hautes et basses |
| Menuiseries : | | Système de refroidissement : Aucun | |
| Porte 1 | Bois Opaque pleine | | |
| Fenêtre 1 | Fenêtres coulissantes, Menuiserie métallique sans rupture de pont thermique - double vitrage vertical (e = 8 mm) | | |
| Fenêtre 2 | Fenêtres coulissantes, Menuiserie métallique sans rupture de pont thermique - double vitrage vertical (e = 8 mm) | | |
| Fenêtre 3 | Fenêtres battantes, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 16 mm) | | |
| Plancher bas : | | Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : | |
| Dalle béton | | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Non requis | |
| Energies renouvelables | | Quantité d'énergie d'origine renouvelable : | Néant kWh _{EP} / m ² .an |
| Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Aucun | | | |

Report N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 DP

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
 6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
 Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
 N° SIRET 538 939 315 00023

D NOTICE D'INFORMATION

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Consommation conventionnelle

Ces consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

Conditions standard

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

Constitution des étiquettes

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Usages recensés

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Variations des conventions de calcul

et des prix de l'énergie

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

E RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Les consommations, économies, efforts et retours sur investissement proposés ici sont donnés à titre indicatif et séparément les uns des autres.
 Certains coûts d'investissement additionnels éventuels (travaux de finition, etc.) ne sont pas pris en compte. Ces valeurs devront impérativement être complétées avant réalisation des travaux par des devis d'entreprises. Enfin, il est à noter que certaines aides fiscales peuvent minimiser les coûts moyens annoncés (subventions, crédit d'impôt, etc.). La TVA est comptée au taux en vigueur

| Projet | Mesures d'amélioration | Nouvelle conso. conventionnelle en kWhEP/m ² .an | Effort Investissement | Économies | Rapidité du retour sur investissement | Crédit d'impôt |
|--------------|--|---|-----------------------|-----------|---------------------------------------|---|
| Simulation 1 | Maintenir et entretenir les volets existants. Un volet c'est moins de consommations de chauffage en hiver, plus de confort en été et plus de sécurité. --- Il faut fermer les volets en hiver la nuit afin de limiter les déperditions de chaleur et en été la journée afin de limiter les apports solaires. --- Chauffage électrique : Remplacement des anciens convecteurs électriques par des émetteurs rayonnants au minimum dans les pièces principales. --- ECS électrique : Remplacement du ballon actuel par un ballon type NFB (qui garantit un bon niveau d'isolation du ballon) | 197,66 | €€ | | | Néant ---Néant ---Néant ---Néant |


| Légende | | |
|--|---|--|
| Économies | Effort d'investissement | Rapidité du retour sur investissement |
| ☆ : moins de 100 € TTC/an ☆☆☆ : de 100 à 200 € TTC/an ☆☆☆☆ : de 200 à 300 € TTC/an ☆☆☆☆☆ : plus de 300 € TTC/an | € : moins de 200 € TTC €€ : de 200 à 1000 € TTC €€€ : de 1000 à 5000 € TTC €€€€ : plus de 5000 € TTC | ○○○○ : moins de 5ans ○○○ : de 5 à 10 ans ○○ : de 10 à 15 ans ○ : plus de 15 ans |

Commentaires :

Néant

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp
 Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
www.impots.gouv.fr
 Pour plus d'informations : www.ademe.fr ou www.logement.gouv.fr

| F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR | |
|---|---|
| Signature  Julien BORREL <i>Expert en Polluants</i> 6 Place d'Armes - 83000 TOULON TEL. 04 94 03 51 39 FAX 04 94 58 36 03 | Etablissement du rapport : Fait à TOULON le 19/11/2018 Cabinet : Cabinet BORREL Désignation de la compagnie d'assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET N° de police : 808108885 Date de validité : 30/09/2019 |
| Date de visite : 19/11/2018 Nom du responsable : BORREL Julien Le présent rapport est établi par BORREL Julien dont les compétences sont certifiées par : B2C N° de certificat de qualification : B2C-0623 Date d'obtention : 08/12/2017 Version du logiciel utilisé : Analysimmo DPE-3CL2012 version 2.1.1 | |

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 DP

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
 6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
 Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
 N° SIRET 538 939 315 00023

Explication des écarts possibles entre les consommations issues de la simulation conventionnelle et celles issues des consommations réelles :

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :

| | Bâtiment à usage principal d'habitation | | | | | | Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation |
|--------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------------|-------------------------------|---|---|
| | DPE pour un immeuble ou une maison individuelle | | Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a déjà été réalisé à l'immeuble | DPE non réalisé à l'immeuble | | Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel | |
| | Bâtiment construit avant 1948 | Bâtiment construit après 1948 | | Bâtiment construit avant 1948 | Bâtiment construit après 1948 | | |
| Calcul conventionnel | | X | A partir du DPE à l'immeuble | | X | | |
| Utilisation des factures | X | | | X | | X | X |

Pour plus d'informations :

www.developpement-durable.gouv.fr, rubrique performance énergétique
www.ademe.fr

DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER

CARREZ-AMIANTE-TERMITES-PLOMB-DPE-GAZ-ELECTRICITE-DTI-CALCUL DES MILLIEMES DIAGNOSTIC DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Décret no 2008-384 du 22 avril 2008. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation.
Arrêté du 10 août 2015 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de
l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation.
Fascicule FD C 16-600 de juin 2015.

| | |
|---|---|
| A DESIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BATI(S) | |
| ▪ Localisation du ou des immeubles bâti(s) Département : VAR Commune : TOULON (83000) Adresse : 33 Avenue DU XVème CORP Lieu-dit / immeuble : Réf. Cadastre : NC | Type d'immeuble : <input checked="" type="checkbox"/> Appartement <input type="checkbox"/> Maison individuelle Propriété de : SCI LA MAIRIC RD 106 21210 SAINT-MARTIN-DE-LA-MER Année de construction : Avant le 1 Juillet 1997 Année de l'installation : Distributeur d'électricité : EDF Rapport n° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 ELEC |
| ▪ Désignation et situation du lot de (co)propriété : Escalier : Néant Bâtiment : Néant Etage : 4ème étage Porte : A gauche N° de Lot : NC | |

| | |
|---|--|
| B IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE | |
| ▪ Identité du donneur d'ordre Nom / Prénom : SCP DENJEAN-PIERRET VERNANGE Adresse : 227 rue Jean Jaurés 83000 TOULON | |
| ▪ Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle : <input type="checkbox"/> Autre le cas échéant (préciser) <input checked="" type="checkbox"/> HUISSIER DE JUSTICE | |

| | |
|--|--|
| C IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR | |
| ▪ Identité de l'opérateur : Nom : BORREL Prénom : ALAIN Nom et raison sociale de l'entreprise : Cabinet BORREL Adresse : 1, rue Saunier 83000 TOULON N° Siret : 538 939 315 00031 Désignation de la compagnie d'assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET N° de police : 808108885 date de validité : 30/09/2019 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : B2C ,le 08/12/2017 N° de certification : B2C-0624 | |

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 ELEC

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL. 04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignon - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 315 00023

D Limites du domaine d'application du diagnostic

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure, ni les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés sous une tension < 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

E Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1 Anomalies et / ou constatations diverses relevées lors du diagnostic

Cocher distinctement le cas approprié parmi les quatre éventualités ci-dessous :

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie, mais fait l'objet de constatations diverses.
- L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.
Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.
Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
L'installation fait également l'objet de constatations diverses.

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 ELEC

2/8

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 315 00023

E2 Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

Cocher distinctement les domaines où des anomalies non compensées sont avérées en faisant mention des autres domaines:

- 1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- 7. Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.
- 8.1. Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- 8.2. Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- 9. Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative.
- 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine

E3 Les constatations diverses concernent :

Cocher distinctement le(s) cas approprié(s) parmi les éventualités ci-dessous:

- Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic
- Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés
- Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

F ANOMALIES IDENTIFIEES

| N° article (1) | Libellé des anomalies | Localisation(*) | N° article (2) | Libellé des mesures compensatoires correctement mises en œuvre (3) |
|----------------|---|-----------------|----------------|--|
| B.1.3 b) | Le dispositif assurant la COUPURE D'URGENCE n'est pas situé à l'intérieur du logement ou dans un emplacement accessible directement depuis le logement. | | | |
| B.7.3 a) | L'ENVELOPPE d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. | | | |
| B.8.3 a) | L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste. | | | |
| B.8.3 b) | L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE inadapté à l'usage. | | | |
| B.8.3 e) | Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goutte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente. | | | |

(1) Référence des anomalies selon le fascicule FD C 16-600.

(2) Référence des mesures compensatoires selon le fascicule FD C 16-600.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

(*) **Avertissement:** la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

| N° article (1) | Libellé des informations |
|----------------|--|
| B.11 a1) | L'ensemble de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA. |
| B.11 b1) | L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur. |
| B.11 c1) | L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15mm. |

(1) Référence des informations complémentaires selon le fascicule FD C 16-600

G.2 CONSTATATIONS DIVERSES

> E.1 - Installations ou parties d'installation non couvertes

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément au fascicule FD C16-600 :

Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 ELEC

4/8

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Veritas Certification
6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 315 00023

- INSTALLATION DE MISE A LA TERRE située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (PRISE DE TERRE, CONDUCTEUR DE TERRE, borne ou barrette principale de terre, LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale, CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation): existence et caractéristiques;
- Le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la PRISE DE TERRE et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité);

➤ E.2 - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

| N° article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon le fascicule FD C16-600 - Annexe C | Motifs (2) |
|----------------|--|---|
| B.3.3.6 a3) | Tous les CIRCUITS autres que ceux alimentant des socles de prises de courant sont reliés à la terre. | |
| B.3.3.7 a) | Conduits métalliques en montage apparent ou encastré, contenant des CONDUCTEURS, reliés à la terre. | |
| B.3.3.7 b) | Absence de conduits métalliques en montage apparent ou encastré dans les locaux contenant une baignoire ou une douche. | |
| B.3.3.8 a) | Huisseries ou goulottes métalliques contenant des CONDUCTEURS ou sur lesquelles sont fixés des APPAREILLAGES, reliés à la terre. | |
| B.3.3.8 b) | Absence de CONDUCTEURS cheminant dans les huisseries ou goulottes métalliques ou d'APPAREILLAGE fixé ou encastré sur ou dans les huisseries ou goulottes métalliques des locaux contenant une baignoire ou une douche. | |
| B.3.3.9 a) | Absence de boîtes de CONNEXION métalliques en montage apparent ou encastré dans les locaux contenant une baignoire ou une douche. | |
| B.3.3.9 b) | Boîtes de CONNEXION métalliques en montage apparent ou encastré, contenant des CONDUCTEURS, reliés à la terre. | |
| B.4.3 a1) | Présence d'une PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES à l'origine de chaque CIRCUIT. | Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.4.3 a2) | Tous les dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES sont placés sur les CONDUCTEURS de phase. | Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.4.3 c) | CONDUCTEURS de phase regroupés sous la même PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES en présence de CONDUCTEURS NEUTRE commun à plusieurs CIRCUITS. | Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.4.3 e) | Courant assigné (calibre) de la PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES de chaque circuit adapté à la section des CONDUCTEURS. | Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.4.3 f1) | La section des CONDUCTEURS de la CANALISATION alimentant le seul tableau est en adéquation avec le courant de réglage du dispositif de protection placé immédiatement en amont. | Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.4.3 f2) | La section des CONDUCTEURS de la | Le tableau électrique est manifestement ancien : son |

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 ELEC

5/8

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
 6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
 Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
 N° SIRET 538 939 315 00023

| N° article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon le fascicule FD C16-600 - Annexe C | Motifs (2) |
|--|--|---|
| | CANALISATION d'alimentation de chacun des tableaux est en adéquation avec le courant assigné du dispositif de protection placé immédiatement en amont. | ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.4.3 h) | Aucun point de CONNEXION de CONDUCTEUR ou d'APPAREILLAGE ne présente de trace d'échauffement. | Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. |
| B.5.3 b) | Section satisfaisante du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire. | |
| B.5.3 d) | Qualité satisfaisante des CONNEXIONS du CONDUCTEUR de la LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire aux ELEMENTS CONDUCTEURS et aux MASSES. | |
| <p>Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée</p> <p>(1) Références des numéros d'article selon le fascicule FD C16-600 - Annexe C</p> <p>(2) Les motifs peuvent être, si c'est le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> « Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. » ; « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démonter dans le cadre du présent DIAGNOSTIC : de ce fait, la section et l'état des CONDUCTEURS n'ont pu être vérifiés. » ; « L'installation ou une ou plusieurs parties de celle-ci n'étaient pas alimentée(s) en électricité le jour de la visite. » ; « Le(s) courant(s) d'emploi du (des) CIRCUIT(S) protégé(s) par le(s) INTERRUPTEUR(S) différentiel(s) ne peuvent pas être évalué(s). » « L'installation est alimentée par un poste à haute tension privé qui est exclu du domaine d'application du présent DIAGNOSTIC et dans lequel peut se trouver la partie de l'installation à vérifier » « La nature TBTS de la source n'a pas pu être repérée. » « Le calibre du ou des dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES est > 63 A pour un DISJONCTEUR ou 32A pour un fusible. » « Le courant de réglage du DISJONCTEUR de branchement est > 90 A en monophasé ou > 60 A en triphasé. » « La méthode dite « amont-aval » ne permet pas de vérifier le déclenchement du DISJONCTEUR de branchement lors de l'essai de fonctionnement. » « Les bornes aval du disjoncteur de branchement et/ou la canalisation d'alimentation du ou des tableaux électriques comportent plusieurs conducteurs en parallèle » Toute autre mention, adaptée à l'installation, décrivant la ou les impossibilités de procéder au(x) contrôle(s) concerné(s). | | |

H IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMBLEMES) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

CACHET, DATE ET SIGNATURE

Cachet de l'entreprise

Julien BORREL
 Expert en Polluants
 6 Place d'Armes - 83000 TOULON
 Tél : 04 94 03 51 39
 Fax : 04 94 58 36 03

Dates de visite et d'établissement de l'état
 Visite effectuée le 19/11/2018
 Date de fin de validité : 18/11/2021
 Etat rédigé à TOULON Le 19/11/2018
 Nom : BORREL Prénom : ALAIN
 Signature de l'opérateur :

OBJECTIF DES DISPOSITIONS ET DESCRIPTION DES RISQUES ENCOURUS EN FONCTION DES ANOMALIES IDENTIFIEES

| Correspondance avec le domaine d'anomalies (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|--|---|
| 1 | Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrification, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique. |
| 2 | Protection différentielle à l'origine de l'installation : ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution. |
| 3 | Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution. |
| 4 | Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuit à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies. |
| 5 | Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution. |
| 6 | Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution. |
| 7 | Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrification, voire d'électrocution. |
| 8 | Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrification, voire d'électrocution. |
| 9 | Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrification, voire d'électrocution. |
| 10 | Piscine privée ou bassin de fontaine : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution. |

(1) Référence des anomalies selon le fascicule FD C 16-600

| J INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES | |
|--|---|
| Correspondance avec le domaine d'informations (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
| 11 | Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la mise hors tension de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique, etc.) des mesures classiques de protection contre les chocs électriques |
| | Socles de prise de courant de type à obturateurs : L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une aivéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution. |
| | Socles de prise de courant de type à puits: La présence d'un puit au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation. |

(1) Référence des informations complémentaires selon le fascicule FD C 16-600

DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER

CARREZ-AMIANTE-TERMITES-PLOMB-DPE-GAZ-ELECTRICITE-DTI-CALCUL DES MILLIEMES

NOTE DE SYNTHESE

RAPPORT N° LA MAIRIC 11768 19.11.18

Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique

INFORMATIONS GENERALES

| | |
|---|--|
| Type de bien : Appartement Nombre de pièces : 3 Etage: 4ème étage | Lot n° : 143 N° lot cave : Néant N° lot garage : Néant Lots divers : Néant Section cadastrale : CY 366 |
| Adresse : 33 Avenue DU XVème CORP 83000 TOULON | Bâti : OUI Mitoyenneté : OUI |
| Bâtiment : Néant Escalier : Néant Porte : A gauche | Date du permis de construire : Avant le 1 juillet 1997 Date de construction : Avant le 1 Juillet 1997 |
| Propriétaire : SCI LA MAIRIC | |

CONSTAT AMIANTE

Il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Le présent examen fait état d'absence de Terme le jour de la visite dans les parties visibles et accessibles.

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Consommations énergétiques du logement : 197,66 kWh/m².an
Emissions de gaz à effet de serre : 8,51 kg/m².an

DIAGNOSTIC ELECTRICITE

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Vérilas Certification
6, place d'annes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 315 00023

DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER

CARREZ-AMIANTE-TERMITES-PLOMB-DPE-GAZ-ELECTRICITE-DTI-CALCUL DES MILLIEMES

ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Arrêté du 7 décembre 2011, Arrêté du 14 décembre 2009, Arrêté du 29 mars 2007, Article L 133-6 du code de la construction et de l'habitation, Norme NF P 03-201 de mars 2012.

A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

- Localisation du ou des bâtiments

Désignation du ou des lots de copropriété : **Appartement**
Adresse : **33 Avenue DU XVème CORP 83000 TOULON**
Nombre de Pièces : **3**
Numéro de Lot : **143**
Référence Cadastre : **CY 366**
Le site se situe dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant infestée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.
Annexes :
Numéro de Lot Cave : **Néant**
Numéro de Lot Garage : **Néant**
Autres Lot : **Néant**

Descriptif du bien : **APARTEMENT**
Encombrement constaté : **Néant**
Situation du lot ou des lots de copropriété
Etage : **4ème étage**
Bâtiment : **Néant**
Porte : **A gauche**
Escalier : **Néant**
Mitoyenneté : **OUI** Bâti : **OUI**
Document(s) joint(s) :

B DESIGNATION DU CLIENT

- Désignation du client

Nom / Prénom : **SCP DENJEAN-PIERRET VERNANGE**
Qualité : **HUISSIER DE JUSTICE**
Adresse : **227 rue Jean Jaurès
83000 TOULON**

- Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Nom / Prénom :
Qualité :
Adresse :

Nom et qualité de la (des) personne(s) présentes sur le site lors de la visite : **BORREL Julien**

C DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

- Identité de l'opérateur de diagnostic

Nom / Prénom : **Julien BORREL**
Raison sociale et nom de l'entreprise :
Cabinet BORREL
Adresse : **1, rue Saunier 83000 TOULON**
N° siret : **538 939 315 00031**
N° certificat de qualification : **B2C-0623**
Date d'obtention : **20/12/2017**
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **B2C**

Organisme d'assurance professionnelle : **ALLIANZ - CABINET CONDORCET**

N° de contrat d'assurance : **808108885**

Date de validité du contrat d'assurance : **30/09/2019**

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 T

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 315 00023

D IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS :

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) * |
|---|---|---|
| 4ème | | |
| Hall | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |
| Cuisine | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |
| WC | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |
| SdB | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |
| Chambre n°1 | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |
| Salon | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |
| Chambre n°2 | Sol - bois | Absence d'indice |
| | Plafond - bois | Absence d'indice |
| | Menuiserie - bois | Absence d'indice |
| | Murs - bois | Absence d'indice |

| LEGENDE | |
|----------------|---|
| (1) | Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment |
| (2) | Identifier notamment : Ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes, ... |
| (3) | Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature |
| * | Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites. |

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 T

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification
 6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL. 04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
 Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
 N° SIRET 538 939 315 00023

**E IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENTS (PIECES ET VOLUMES)
N'AYANT PU ETRE VISITES ET JUSTIFICATION**

Néant

**F IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS
ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION**

Pas de contrôles des sousfaces des doublages et faux-plafonds.
Pas de contrôles des encastremets des huisseries (portes et fenêtres)
Pas de contrôles des bois d'oeuvre dans les structures.
Pas de contrôles des structures des planchers.
Pas de contrôles des faces cachées des plinthes.
Pas de contrôles des faces cachées des lambris

G MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES

1. examen visuel des parties visibles et accessibles :
Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.
Examen des produits cellullosiques non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois , détérioration de livres, cartons, etc.) ;
Examen des matériaux non cellullosiques rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.) ;
Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).

2. sondage mécanique des bois visibles et accessibles :
Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.
L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.

3. Matériel(utilisé) :
Poinçon, échelle, lampe torche...

H CONSTATATIONS DIVERSES

Néant

NOTE Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.

RESULTATS

Le présent examen fait état d'absence de Termite le jour de la visite dans les parties visibles et accessibles.

NOTE

Conformément à l'article L 133-6 du Livre Ier, Titre III, Chapitre III du code de la construction et de l'habitation, cet état du bâtiment relatif à la présence de termites est utilisable jusqu'au 18/05/2019.

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

CACHET DE L'ENTREPRISE

Signature de l'opérateur

Julien BORREL
Expert Immobilier
6 Place d'Armes - 83000 TOULON
Tél. 04 94 03 51 39

Référence : LA MAIRIC 11768 19.11.18 T
Fait à : TOULON le : 19/11/2018
Visite effectuée le : 19/11/2018
Durée de la visite : 30 min
Nom du responsable : Julien BORREL
Opérateur : Nom : BORREL
Prénom : Julien

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Nota 1: Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 2: Conformément à l'article L. 271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Rapport N° : LA MAIRIC 11768 19.11.18 T

4/4

Julien BORREL - EXPERT EN POLLUANTS DU BATIMENT

Bureau Véritas Certification

6, place d'armes - 83000 - TOULON - TEL.04.94.03.51.39 - julienborrel@orange.fr
Assurance : ALLIANZ - CABINET CONDORCET 2, rue Grignan - 13006 - MARSEILLE
N° SIRET 538 939 316 00023



CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° de la demande : 2018 F 7135
Déposée le : 23/11/2018
Références du dossier : _____

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

| INFORMATIONS RELATIVES A LA DEMANDE | IDENTIFICATION DE LA PERSONNE DEMANDEUR ⁽²⁾ |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : _____ Service de dépôt : <u>1er Bureau (CEE / SCI LA MAJRIC)</u> | M _____ <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; padding: 10px; text-align: center;"> F. PEYSSON - L. CHOUETTE KALLISTE AVOCATS Le Kallisté Bâtiment D 267 Boulevard Charles Barnier 83000 TOULON Tél. 04 94 62 89 59 S. CAIS - E. RECOTILLET </div> Adresse courriel ⁽³⁾ : _____ Téléphone : _____ A TOULON _____, le <u>23/11/2018</u> Signature _____ |
| CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION | |
| Formalité du <u>23/11/2018</u> Vol. <u>20185</u> N° <u>71</u> | |

| COUT | |
|---|-----------------------|
| Demande principale : _____ | = _____ € |
| Nombre de feuilles intercalaires : _____ | |
| - nombre de personnes supplémentaires : _____ x _____ | = _____ € |
| - nombre d'immeubles supplémentaires : _____ x _____ | = _____ € |
| Frais de renvoi : _____ | = _____ € |
| <input type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager | TOTAL = 0,00 € |

| MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration) | |
|--|-------------------|
| <input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : _____ | QUITTANCE : _____ |

| PÉRIODE DE DÉLIVRANCE | |
|---|--|
| BOIS (1) DÉPARTEMENT (2) - Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le | DÉPARTEMENT (3) - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement. |

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

| IDENTIFICATION DES PERSONNES (à compléter en impression de la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret n° 04/01/1955 modifié) - Site internet de personnes est supérieur à celui utilisé (auprès n° 3233-SD) | | | | |
|---|--|--|---|---------------------------------------|
| N° | Personnes physiques : Personnes morales : | Nom Forme juridique ou dénomination | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |

| DESIGNATION DES IMMEUBLES (à compléter en impression de la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret n° 04/01/1955 modifié) - Site internet de personnes est supérieur à celui utilisé (auprès n° 3233-SD) | | | | |
|--|--|--|------------------|------------------------------|
| N° | Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de volume | Numéro de lot de copropriété |
| 1 | TOULON | CY N° 366 | | 143 |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

DEMANDE IRREGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) demande non signée et/ou non datée

insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles défaut de paiement

demande irrégulière en la forme autre : _____

REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁵⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :

aucune formalité.

que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint.

que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes.

le _____,

*Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

⁽⁵⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

Date : 27/11/2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 8304P03 2018F7135

PERIODE DE CERTIFICATION : du 19/01/2018 au 23/11/2018

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE 8304P03 2018H22738

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|------|---------|------------------------|--------|-----|
| 137 | TOULON | CY 366 | | 143 |
| | | | | (A) |
| | | | | (A) |

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
TOULON I
171, AVENUE VERT COTTEAU
83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 0494039527
Télécopie : 0494039552
Mél. : spl.toulon1@dgfip.finances.gouv.fr

Maitre PEYSSON CHOUETTE CAIS
267 BD CHARLES BARNIER
LE KALLISTE BAT D
83000 TOULON

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivies d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 30/05/2018 AU 23/11/2018

| Date et Numéro de dépôt | Nature et Rédacteur de l'acte | Date de l'acte | Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires | Numéro d'archivage Provisoire |
|-------------------------|---|----------------|--|----------------------------------|
| 03/09/2018 D15053 | HYPOTHEQUE JUDICIAIRE ME MOURROUX-LEYTES CHRISTINE TOULON | 31/08/2018 | SYNDICAT COPROPRIETAIRES GROUPE DES MAZZIS LA MAIRIC SCI | V03917 |
| 23/11/2018 D20344 | COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI LAMBERT HUISSIER A TOULON | 05/10/2018 | CREDIT FONCIER DE FRANCE SCI LA MAIRIC | S00071 |

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
TOULON 1

Demande de renseignements n° 8304P03 2018F7135
déposée le 23/11/2018, par Maître PEYSSON CHOUETTE CAIS
Complémentaire de la demande initiale n° 2018H22738 portant sur les mêmes immeubles.
Réf. dossier : SAISIE / SCI LA MAIRIC

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDFI : du 19/01/2018 au 29/05/2018 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier.
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 30/05/2018 au 23/11/2018 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe que les 2 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A TOULON 1, le 27/11/2018
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Francis VAQUE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.



CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° de la demande : 22338
Déposée le : 22 AOUT 2018
Références du dossier : 35502

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

| INFORMATIONS RELATIVES A LA DEMANDE | IDENTIFICATION PERSONNELLE DU DEMANDEUR ⁽²⁾ |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> hors formalité <input type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : _____ Service de dépôt : <u>1er Bureau (CEE / SCLLA MAIRIC)</u> | M _____ <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; padding: 10px; text-align: center;"> F. REYSSON - L. CHOUETTE KALLISTE AVOCATS Le Kallisté Bâtiment D 267 Boulevard Charles Barnier 83000 TOULON Tél. 04 94 62 89 59 CAIS - E. RECOTILLET </div> Adresse courriel ⁽³⁾ : _____ Téléphone : _____ |
| CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION | A TOULON _____, le <u>22/08/2018</u> Formalité du _____ Vol. _____ N° _____ Signature _____ |

| COUTS | |
|---|---------------------------|
| Demande principale : | _____ € |
| Nombre de feuilles intercalaires : | _____ |
| - nombre de personnes supplémentaires : | _____ x _____ € = _____ € |
| - nombre d'immeubles supplémentaires : | _____ x _____ € = _____ € |
| Frais de renvoi : | _____ € |
| <input type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager | TOTAL = 0,00 € |

| MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration) | |
|--|-------------------|
| <input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : _____ | QUITTANCE : _____ |

| PERIODE DE DEFERANCE | | |
|----------------------|--|---|
| POINT DE DEPART | - Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le | TERMINUS |
| | | - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement. |

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

| IDENTIFICATION DES PERSONNES (dont création ou annulation déposé la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 01/01/1955 modifié) - Site internet de personnes et sur leur activité : impôts n° 3233-SD | | | | |
|--|--|--|---|---------------------------------------|
| N° | Personnes physiques : Personnes morales : | Nom Forme juridique ou dénomination | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁹⁾ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |

| DESIGNATION DES IMMEUBLES (dont création déposé la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 01/01/1955 modifié) - Site internet de personnes et sur leur activité : impôts n° 3233-SD | | | | |
|---|--|--|------------------|------------------------------|
| N° | Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de volume | Numéro de lot de copropriété |
| 1 | TOULON | CY N° 366 | | 143 |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

DEMANDE IRREGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) demande non signée et/ou non datée
 insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles défaut de paiement
 demande irrégulière en la forme autre : _____

REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁹⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :

aucune formalité.
 que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint.
 que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes.

le _____

*Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁹⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

⁽⁹⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

N° d'ordre : 6

date de dépôt : 03/07/2017

références d'enlissement : 2017V3091

Date de l'acte : 29/06/2017

nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2018H22738

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1968 au 22/08/2018

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot | |
|------|---------|------------------------|--------|-----|------------|
| 137 | TOULON | CY 366 | | 143 | (A) (A) |

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

| | | | | |
|----------------|----------------------------|--|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | date de dépôt : 21/03/2008 | nature de l'acte : MODIFICATION D'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET VENTE | références d'enlèvement : 2008P2928 | Date de l'acte : 28/01/2008 |
| N° d'ordre : 2 | date de dépôt : 31/03/2009 | nature de l'acte : VENTE | références d'enlèvement : 2009P2688 | Date de l'acte : 10/03/2009 |
| N° d'ordre : 3 | date de dépôt : 31/03/2009 | nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS&HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE | références d'enlèvement : 2009V1122 | Date de l'acte : 07/03/2009 |
| N° d'ordre : 4 | date de dépôt : 07/05/2009 | nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE 9P2688 de la formalité initiale du 31/03/2009 Vol 2009P N° 2688 | références d'enlèvement : 2009P3702 | Date de l'acte : 28/04/2009 |
| N° d'ordre : 5 | date de dépôt : 07/05/2009 | nature de l'acte : REPRISE POUR ORDRE 2009V1122 de la formalité initiale du 31/03/2009 Vol 2009V N° 1122 | références d'enlèvement : 2009D6765 | Date de l'acte : 10/03/2009 |



Maître PEYSSON CHOUETTE CAIS
267 BD CHARLES BARNIER
LE KALLISTE BAT D
83000 TOULON

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
TOULON 1
171, AVENUE VERT COTEAU
83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 0494039527
Télécopie : 0494039552
Mél. : spf.toulon1@dgfp.finances.gouv.fr

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fdji pour la délivrance des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1968 AU 18/01/2018

Disposition n° 2 de la formalité 2009D6765 : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE

| Débiteurs | | | |
|-----------|---------------------------|------------------------------------|------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | SCI LA MAIRIC | 504 167 834 | |
| Immeubles | | | |
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale |
| | | TOULON | CY 366 |
| | | | Volume |
| | | | 143 |

Montant Principal : 11.700,00 EUR. Accessoires : 2.340,00 EUR. Taux d'intérêt : 5,60 %
 Date extrême d'extinguibilité : 06/03/2029. Date extrême d'effet : 06/03/2030

| | | | |
|--|----------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 6 | Date de dépôt : 03/07/2017 | Référence d'enlèvement : 2017V3091 | Date de l'acte : 29/06/2017 |
| Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE | | | |
| Rédacteur : ME MOUROUX-LEYTES CHRISTINE / TOULON | | | |
| Domicile élu : TOULON AU CABINET D'AVOCAT | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2017V3091 :

| Créanciers | | | |
|--------------------------------|--|------------------------------------|------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| | SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMEUBLE LE BAMBY | | |
| Propriétaire Immeuble / Contre | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | SCI LA MAIRIC | 504 167 834 | |
| Immeubles | | | |
| Prop. Imm/Contre | Droits | Commune | Désignation cadastrale |
| | | TOULON | CY 366 |
| | | | Volume |
| | | | 143 |

Montant Principal : 3.486,77 EUR
 Date extrême d'effet : 29/06/2027

Complément : Commandement de payer les charges du 23/11/2016 et du 16/01/2017.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1968 AU 18/01/2018

Disposition n° 1 de la formalité 2009P3702 : VENTE du 10/03/2009

Prix / évaluation : 120.000,00 EUR

Complément : Attestation rectificative en ce qui concerne la dénomination de la société acquéreur "SCI LA MAIRJC"

| | | | |
|--|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 5 | Date de dépôt : 07/05/2009 | Référence de dépôt : 2009D6765 | Date de l'acte : 10/03/2009 |
| Nature de l'acte : REPRISE POUR ORDRE 2009V1122 de la formalité initiale du 31/03/2009 Vol 2009V N° 1122 | | | |
| Rédacteur : SCP GARANDEAU Christian / LIERNNAIS | | | |
| Domicile élu : LIERNNAIS en l'étude | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2009D6765 : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS

| Créanciers | | | | | |
|------------|---------------------------|---------|------------------------|------------------------------------|-----|
| Numéro | Désignation des personnes | | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| | CREDIT FONCIER DE FRANCE | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
| 1 | SCI LA MAIRJC | | | 504 167 834 | |
| Immeubles | | | | | |
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| | | TOULON | CY 366 | | 143 |

Montant Principal : 120.000,00 EUR Accessoires : 24.000,00 EUR Taux d'intérêt : 5,60 %
 Date extrême d'exigibilité : 06/03/2029 Date extrême d'effet : 06/03/2030

Disposition n° 2 de la formalité 2009D6765 : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE

| Créanciers | | |
|------------|---------------------------|------------------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de Naissance ou N° d'identité |
| | CREDIT FONCIER DE FRANCE | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1968 AU 18/01/2018

| | | | |
|--|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 3 | Date de dépôt : 31/03/2009 | Référence d'enlissement : 2009V1122 | Date de l'acte : 07/03/2009 |
| Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS & HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE | | | |
| Rédacteur : SCP GARANDEAU / LIERNAIS | | | |

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

| | | | |
|--|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 4 | Date de dépôt : 07/05/2009 | Référence d'enlissement : 2009P3702 | Date de l'acte : 28/04/2009 |
| Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE 9P2688 de la formalité initiale du | | | |
| 31/03/2009 Vol 2009P N° 2688 | | | |
| Rédacteur : NOT MENARD PHILIPPE / AUPS | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2009P3702 : VENTE du 10/03/2009

| Disposant, Donateur | | | |
|-------------------------|---------------------------|------------------------------------|------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité | |
| 1 | PAIX | 19/10/1925 | |
| 2 | FERRIER | 26/07/1923 | |
| 3 | FERRIER | 02/06/1949 | |
| Bénéficiaire, Donataire | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | Date de naissance ou N° d'identité | |
| 4 | SCI LA MAIRIC | 504 167 834 | |
| Immeubles | | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale |
| 4 | TP | TOULON | CY 366 |
| | | | Volume |
| | | | Lot |
| | | | 143 |

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-proprété en indivision NP : Nue-proprété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Disposition n° 3 de la formalité 2008P2928 : vente du lot 367

| Disposant, Donateur | | | | Date de naissance ou N° d'identité | |
|--------------------------------|---------------------------|---------|------------------------|------------------------------------|-----|
| Numéro | Désignation des personnes | | | | |
| 1 | CHAUVIN | | | 04/10/1931 | |
| 2 | HENRY | | | 20/04/1955 | |
| 3 | HENRY | | | 29/03/1958 | |
| 4 | HENRY | | | 15/07/1963 | |
| 5 | HENRY | | | 22/07/1964 | |
| Bénéficiaire, Donataire | | | | | |
| Numéro | Désignation des personnes | | | Date de naissance ou N° d'identité | |
| 6 | SUZANNE | | | 05/12/1955 | |
| Immeubles | | | | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
| 6 | TP | TOULON | CY 366 | | 367 |

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Donateur EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 100.000,00 EUR

| | | | |
|----------------|--|------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 2 | Date de dépôt : 31/03/2009 | Référence d'enlèvement : 2009P2688 | Date de l'acte : 10/03/2009 |
| | Nature de l'acte : VENTE | | |
| | Rédacteur : NOT MENARD PHILIPPE / AUPS | | |

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révisées en attente et non régularisées.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1968 AU 18/01/2018

| | | | |
|---|----------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | Date de dépôt : 21/03/2008 | Référence d'enlèvement : 2008P2928 | Date de l'acte : 28/01/2008 |
| Nature de l'acte : MODIFICATION D'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET VENTE | | | |
| Rédacteur : NOT GAS JEAN PIERRE / TOULON | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2008P2928 : division de lots

| Immeuble Mère | | | | Immeuble Filles | | | | | | | |
|---------------|-----|------|------|-----------------|-----|---------|-----|------|------|-----|-----------|
| Commune | Pfx | Sect | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sect | Plan | Vol | Lot |
| TOULON | | CY | 366 | | 270 | TOULON | | CY | 366 | | 366 à 367 |

Disposition n° 2 de la formalité 2008P2928 : modificatif état descriptif

| Disposants | | Date de Naissance ou N° d'identité | |
|------------|---------------------------|------------------------------------|-----------|
| Número | Désignation des Personnes | | |
| 1 | CHAUVIN | 04/10/1931 | |
| 2 | HENRY | 20/04/1955 | |
| 3 | HENRY | 29/03/1958 | |
| 4 | HENRY | 15/07/1963 | |
| 5 | HENRY | 22/07/1964 | |
| Immeubles | | | |
| Commune | Désignation Cadastre | Volume | Lot |
| TOULON | CY 366 | | |
| TOULON | CY 366 | | 366 à 367 |

Complément : Modificatif à l'état descriptif du 05/10/1983 volume 5936 n° 3, par suite de la division du lot 270 en lots 366 et 367, désormais la copropriété cadastrée sous CY 366 à Toulon comprend les lots 129 à 269 et les lots 271 à 367.

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMOBILITE DISCUTÉ CI-CONTRE (en 10e le comparié)

| I - RESIGNATION DE L'IMMOBILITE | | A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES | | B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|---|---|-------------------------------------|--------------|--|--------------|
| N° | Observations | Tenable totalité ou les | Observations | Tenable totalité ou les | Observations |
| <p>COMMUNE : TOULON SECTION : CY N° du PLAN : 366 RUE : Avenue AMIRAL AUBE - MAIRIE N° I</p> | | | | | |
| <p style="text-align: center;">II - LOTISSEMENT (obligation des lots en appartements)</p> | | | | | |
| N° | Observations | Tenable totalité ou les | Observations | Tenable totalité ou les | Observations |
| 1 | N° 27 - Appartement - d'ancien lot (43/14) Bat Un - Esc. A - y: étage - 21/1000 ^e de 140m ² 595/1000 ^e de 1800m ² | | | | |
| 2 | Renseignements complémentaires | | | | |
| 3 | N° de la parcelle | | | | |
| 4 | N° de la parcelle | | | | |
| 5 | N° de la parcelle | | | | |
| 6 | N° de la parcelle | | | | |
| 7 | N° de la parcelle | | | | |
| 8 | N° de la parcelle | | | | |
| 9 | N° de la parcelle | | | | |
| 10 | N° de la parcelle | | | | |
| 11 | N° de la parcelle | | | | |
| 12 | N° de la parcelle | | | | |
| 13 | N° de la parcelle | | | | |
| 14 | N° de la parcelle | | | | |
| 15 | N° de la parcelle | | | | |
| 16 | N° de la parcelle | | | | |
| 17 | N° de la parcelle | | | | |
| 18 | N° de la parcelle | | | | |
| 19 | N° de la parcelle | | | | |
| 20 | N° de la parcelle | | | | |
| 21 | N° de la parcelle | | | | |
| 22 | N° de la parcelle | | | | |
| 23 | N° de la parcelle | | | | |
| 24 | N° de la parcelle | | | | |
| 25 | N° de la parcelle | | | | |
| 26 | N° de la parcelle | | | | |
| 27 | N° de la parcelle | | | | |
| 28 | N° de la parcelle | | | | |
| 29 | N° de la parcelle | | | | |
| 30 | N° de la parcelle | | | | |
| 31 | N° de la parcelle | | | | |
| 32 | N° de la parcelle | | | | |
| 33 | N° de la parcelle | | | | |
| 34 | N° de la parcelle | | | | |
| 35 | N° de la parcelle | | | | |
| 36 | N° de la parcelle | | | | |
| 37 | N° de la parcelle | | | | |
| 38 | N° de la parcelle | | | | |
| 39 | N° de la parcelle | | | | |
| 40 | N° de la parcelle | | | | |
| 41 | N° de la parcelle | | | | |
| 42 | N° de la parcelle | | | | |
| 43 | N° de la parcelle | | | | |
| 44 | N° de la parcelle | | | | |
| 45 | N° de la parcelle | | | | |
| 46 | N° de la parcelle | | | | |
| 47 | N° de la parcelle | | | | |
| 48 | N° de la parcelle | | | | |
| 49 | N° de la parcelle | | | | |
| 50 | N° de la parcelle | | | | |
| 51 | N° de la parcelle | | | | |
| 52 | N° de la parcelle | | | | |
| 53 | N° de la parcelle | | | | |
| 54 | N° de la parcelle | | | | |
| 55 | N° de la parcelle | | | | |
| 56 | N° de la parcelle | | | | |
| 57 | N° de la parcelle | | | | |
| 58 | N° de la parcelle | | | | |
| 59 | N° de la parcelle | | | | |
| 60 | N° de la parcelle | | | | |
| 61 | N° de la parcelle | | | | |
| 62 | N° de la parcelle | | | | |
| 63 | N° de la parcelle | | | | |
| 64 | N° de la parcelle | | | | |
| 65 | N° de la parcelle | | | | |
| 66 | N° de la parcelle | | | | |
| 67 | N° de la parcelle | | | | |
| 68 | N° de la parcelle | | | | |
| 69 | N° de la parcelle | | | | |
| 70 | N° de la parcelle | | | | |
| 71 | N° de la parcelle | | | | |
| 72 | N° de la parcelle | | | | |
| 73 | N° de la parcelle | | | | |
| 74 | N° de la parcelle | | | | |
| 75 | N° de la parcelle | | | | |
| 76 | N° de la parcelle | | | | |
| 77 | N° de la parcelle | | | | |
| 78 | N° de la parcelle | | | | |
| 79 | N° de la parcelle | | | | |
| 80 | N° de la parcelle | | | | |
| 81 | N° de la parcelle | | | | |
| 82 | N° de la parcelle | | | | |
| 83 | N° de la parcelle | | | | |
| 84 | N° de la parcelle | | | | |
| 85 | N° de la parcelle | | | | |
| 86 | N° de la parcelle | | | | |
| 87 | N° de la parcelle | | | | |
| 88 | N° de la parcelle | | | | |
| 89 | N° de la parcelle | | | | |
| 90 | N° de la parcelle | | | | |
| 91 | N° de la parcelle | | | | |
| 92 | N° de la parcelle | | | | |
| 93 | N° de la parcelle | | | | |
| 94 | N° de la parcelle | | | | |
| 95 | N° de la parcelle | | | | |
| 96 | N° de la parcelle | | | | |
| 97 | N° de la parcelle | | | | |
| 98 | N° de la parcelle | | | | |
| 99 | N° de la parcelle | | | | |
| 100 | N° de la parcelle | | | | |

COMMUNE: TOULON
 SECTION: CY
 N° du PLAN: 366
 BPE: PLEIN CIEL
 CONHERCES

I - INScriptions DE L'IMMEUBLE

II - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIONE CI-CONTRE (en cas de souscription)

Mme LORCEAU d'Almeida R.C. Q. du CAS
 D 2229 - 2315 1922 au sud du Q. de
 de PARIS 219, 200 / 1000

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES
 Immeuble totalité ou lots
 Date, nature et nature des formalités
 19 04/1960. 10/1960 l.e.s.
 Ecart de servitude de division du
 28.6.1960. Acte au Tribunal
 Par HONORATIOLI A. B. 28.
 4.1963. Acte de lots 1. 2.

B - CHANGES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Immeuble totalité ou lots
 Date, nature et nature des formalités
 Observations
 4/5 octobre 1982. R.P. 5436 n° 3
 10/12/82 n° 2. F.E.
 Le R.G. de la Préfecture. E.C.V.T.
 par Monsieur R. R. 28. 350.355

II - LOTS/ISSUES/ Dépendances des lots ou appartements
 N° de lot
 Surface
 Nature
 Observations

| N° de lot | Surface | Nature | Observations |
|-----------|---------|--------|--------------|
| 366/1 | 1 | RC | Plan de 1922 |
| 366/2 | 2 | RC | Plan de 1922 |
| 366/3 | 3 | RC | Plan de 1922 |
| 366/4 | 4 | RC | Plan de 1922 |
| 366/5 | 5 | RC | Plan de 1922 |
| 366/6 | 6 | RC | Plan de 1922 |
| 366/7 | 7 | RC | Plan de 1922 |
| 366/8 | 8 | RC | Plan de 1922 |
| 366/9 | 9 | RC | Plan de 1922 |
| 366/10 | 10 | RC | Plan de 1922 |
| 366/11 | 11 | RC | Plan de 1922 |
| 366/12 | 12 | RC | Plan de 1922 |
| 366/13 | 13 | RC | Plan de 1922 |
| 366/14 | 14 | RC | Plan de 1922 |
| 366/15 | 15 | RC | Plan de 1922 |
| 366/16 | 16 | RC | Plan de 1922 |
| 366/17 | 17 | RC | Plan de 1922 |
| 366/18 | 18 | RC | Plan de 1922 |
| 366/19 | 19 | RC | Plan de 1922 |
| 366/20 | 20 | RC | Plan de 1922 |
| 366/21 | 21 | RC | Plan de 1922 |
| 366/22 | 22 | RC | Plan de 1922 |
| 366/23 | 23 | RC | Plan de 1922 |
| 366/24 | 24 | RC | Plan de 1922 |
| 366/25 | 25 | RC | Plan de 1922 |
| 366/26 | 26 | RC | Plan de 1922 |
| 366/27 | 27 | RC | Plan de 1922 |
| 366/28 | 28 | RC | Plan de 1922 |
| 366/29 | 29 | RC | Plan de 1922 |
| 366/30 | 30 | RC | Plan de 1922 |

28304P03 0000151630.000.R

SECTION : **CY** N° du PLAN : **366 GROUPE Commandant des MAZIS** **BOIXES**

1 - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Basses au passage à l'est du Groupe
des Mazis

26.703/m²

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (en les les composants)

A - MUTATIONS

SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

| N° de lots | A - MUTATIONS | | | | | Observations | Immeuble totalité ou lots | Observations | Immeuble totalité ou lots | Observations |
|------------|---|---|---|---|---|--------------|---------------------------|--------------|---------------------------|--------------|
| | Dates, numéros et nature des formalités | Dates, numéros et nature des formalités | Dates, numéros et nature des formalités | Dates, numéros et nature des formalités | Dates, numéros et nature des formalités | | | | | |
| 334 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 335 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 336 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 337 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 338 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 339 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 340 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 341 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 342 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 343 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 344 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 345 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 346 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 347 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 348 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 349 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |

Notice n° de lots (p. 34)

IV - LOTISSEMENT (obligation des lots ou appartements)

VI - MUTATIONS

SERVITUDES PASSIVES

B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

| N° de lots | IV - LOTISSEMENT (obligation des lots ou appartements) | | | | | Observations | Immeuble totalité ou lots | Observations | Immeuble totalité ou lots | Observations |
|------------|--|--------------------------|---------------|--|--|--------------|---------------------------|--------------|---------------------------|--------------|
| | Etage | Nombre de pièces par lot | Mètres carrés | Surface des servitudes complémentaires | Surface des servitudes complémentaires | | | | | |
| 334 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 335 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 336 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 337 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 338 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 339 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 340 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 341 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 342 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 343 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 344 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 345 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 346 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 347 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 348 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| 349 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |

FG. IV

| N° 1018 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------|----------|----------|-----------------|--|--------|------------------------------|------------------|--------|-----|--------|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | | | | | | | | | | |
| Numéros | Bâtiment | Escalier | Etage | Nombre de pièces et de surfaces du lot | Mètres | Appropriation complémentaire | 11 | 12 | 13 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 14 | 15 | 16 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 17 | 18 | 19 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 20 | 21 | 22 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 23 | 24 | 25 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 26 | 27 | 28 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 32 | 33 | 34 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 35 | 36 | 37 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 38 | 39 | 40 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 41 | 42 | 43 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 44 | 45 | 46 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 47 | 48 | 49 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 50 | 51 | 52 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 53 | 54 | 55 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 56 | 57 | 58 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 59 | 60 | 61 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 62 | 63 | 64 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 65 | 66 | 67 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 68 | 69 | 70 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 71 | 72 | 73 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 74 | 75 | 76 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 77 | 78 | 79 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 80 | 81 | 82 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 83 | 84 | 85 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 86 | 87 | 88 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 89 | 90 | 91 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 92 | 93 | 94 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 95 | 96 | 97 | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 98 | 99 | 100 | | | | | | | | | | | |
| 289 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 323 | | | | | | | | | |
| 290 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 510 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 324 | | | | | | | | | |
| 291 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 325 | | | | | | | | | |
| 292 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 326 | | | | | | | | | |
| 293 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 327 | | | | | | | | | |
| 294 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 328 | | | | | | | | | |
| 295 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 329 | | | | | | | | | |
| 296 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 330 | | | | | | | | | |
| 297 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 331 | | | | | | | | | |
| 298 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 332 | | | | | | | | | |
| 299 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 333 | | | | | | | | | |
| 300 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 334 | | | | | | | | | |
| 301 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 335 | | | | | | | | | |
| 302 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 336 | | | | | | | | | |
| 303 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 337 | | | | | | | | | |
| 304 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 338 | | | | | | | | | |
| 305 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 339 | | | | | | | | | |
| 306 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 340 | | | | | | | | | |
| 307 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 341 | | | | | | | | | |
| 308 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 342 | | | | | | | | | |
| 309 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 343 | | | | | | | | | |
| 310 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 344 | | | | | | | | | |
| 311 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 345 | | | | | | | | | |
| 312 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 346 | | | | | | | | | |
| 313 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 347 | | | | | | | | | |
| 314 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 348 | | | | | | | | | |
| 315 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 349 | | | | | | | | | |
| 316 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 350 | | | | | | | | | |
| 317 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 351 | | | | | | | | | |
| 318 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 352 | | | | | | | | | |
| 319 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 353 | | | | | | | | | |
| 320 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 354 | | | | | | | | | |
| 321 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 355 | | | | | | | | | |
| 322 | 15 | | 1 ^{er} | Appart | 15 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 14 | 500 EP | 356 | | | | | | | | | |
| 323 | 12 | | 1 ^{er} | Appart | 12 | 500 EP | 11 ^{er} | Appart | 15 | 530 EP | 357 | | | | | | | | | |

ST 1202

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | Observations | | | | |
|----|---------|----------|----------|-------|----------------------------|-----------|--------------------------------|--------------------|-------------|-------------|-------------|
| | | | | | | | 8 | 9 | 10 | 11 | |
| 1 | Numéros | Bâtiment | Escalier | Etage | Nombre de pièces par étage | Millièmes | Renseignements complémentaires | Observation totale | Observation | Observation | Observation |
| 21 | | | | | | | | | | | |
| 22 | | | | | | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | |
| 25 | | | | | | | | | | | |
| 26 | | | | | | | | | | | |
| 27 | | | | | | | | | | | |
| 28 | | | | | | | | | | | |
| 29 | | | | | | | | | | | |
| 30 | | | | | | | | | | | |
| 31 | | | | | | | | | | | |
| 32 | | | | | | | | | | | |
| 33 | | | | | | | | | | | |
| 34 | | | | | | | | | | | |
| 35 | | | | | | | | | | | |
| 36 | | | | | | | | | | | |
| 37 | | | | | | | | | | | |
| 38 | | | | | | | | | | | |
| 39 | | | | | | | | | | | |
| 40 | | | | | | | | | | | |
| 41 | | | | | | | | | | | |
| 42 | | | | | | | | | | | |
| 43 | | | | | | | | | | | |
| 44 | | | | | | | | | | | |
| 45 | | | | | | | | | | | |
| 46 | | | | | | | | | | | |
| 47 | | | | | | | | | | | |
| 48 | | | | | | | | | | | |
| 49 | | | | | | | | | | | |
| 50 | | | | | | | | | | | |
| 51 | | | | | | | | | | | |
| 52 | | | | | | | | | | | |
| 53 | | | | | | | | | | | |
| 54 | | | | | | | | | | | |
| 55 | | | | | | | | | | | |
| 56 | | | | | | | | | | | |
| 57 | | | | | | | | | | | |
| 58 | | | | | | | | | | | |
| 59 | | | | | | | | | | | |
| 60 | | | | | | | | | | | |
| 61 | | | | | | | | | | | |
| 62 | | | | | | | | | | | |
| 63 | | | | | | | | | | | |
| 64 | | | | | | | | | | | |
| 65 | | | | | | | | | | | |
| 66 | | | | | | | | | | | |
| 67 | | | | | | | | | | | |
| 68 | | | | | | | | | | | |
| 69 | | | | | | | | | | | |
| 70 | | | | | | | | | | | |
| 71 | | | | | | | | | | | |
| 72 | | | | | | | | | | | |
| 73 | | | | | | | | | | | |
| 74 | | | | | | | | | | | |
| 75 | | | | | | | | | | | |
| 76 | | | | | | | | | | | |
| 77 | | | | | | | | | | | |
| 78 | | | | | | | | | | | |
| 79 | | | | | | | | | | | |
| 80 | | | | | | | | | | | |
| 81 | | | | | | | | | | | |
| 82 | | | | | | | | | | | |
| 83 | | | | | | | | | | | |
| 84 | | | | | | | | | | | |
| 85 | | | | | | | | | | | |
| 86 | | | | | | | | | | | |
| 87 | | | | | | | | | | | |
| 88 | | | | | | | | | | | |
| 89 | | | | | | | | | | | |
| 90 | | | | | | | | | | | |

Demande de renseignements n° 2018H22738

2 8304P03-0000151487 000 R

SECTION: CY N° de PLAN: 366 RUE: PLEIN CIEL

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ C-CONTRE (ou la loi la compléant)

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ C-CONTRE (ou la loi la compléant)

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ C-CONTRE (ou la loi la compléant)

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ C-CONTRE (ou la loi la compléant)

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ C-CONTRE (ou la loi la compléant)

I - DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE
 Toulon
 Immeuble situé dans l'axe Loria d'un lot de 15.000 m² de terrain appartenant aux communes de Toulon et de Carqueiranne - S.N. 432-439 et 434.

II - LOTISSEMENT (définition de la loi ou approuvée)
 1. Groupement
 X. GROUPE DES MAZIS III (42064/000)
 de l'ensemble du Groupe I, II, III

| 1. Numéros | 2. Références | 3. Dates | 5. Actes | | 6. Commentaires |
|------------|---------------|----------|----------|----------|-----------------|
| | | | 7. Actes | 8. Actes | |
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 10 | | | | | |
| 11 | | | | | |
| 12 | | | | | |
| 13 | | | | | |
| 14 | | | | | |
| 15 | | | | | |
| 16 | | | | | |
| 17 | | | | | |
| 18 | | | | | |
| 19 | | | | | |
| 20 | | | | | |
| 21 | | | | | |
| 22 | | | | | |

A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES
 Dates, numéros et nature des formalités
 3/5 octobre 1983, Fol. 5936 n° 31
 Loi F.D.D. n° 2 F.G.
 des lots concernés par la procède
 FG-III sont devenus lots 205
 à 332

A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 3/5 octobre 1983, Fol. 5936 n° 31
 Loi F.D.D. n° 2 F.G.
 des lots concernés par la procède
 FG-III sont devenus lots 205
 à 332

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 3/5 octobre 1983, Fol. 5936 n° 31
 Loi F.D.D. n° 2 F.G.
 des lots concernés par la procède
 FG-III sont devenus lots 205
 à 332

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 3/5 octobre 1983, Fol. 5936 n° 31
 Loi F.D.D. n° 2 F.G.
 des lots concernés par la procède
 FG-III sont devenus lots 205
 à 332

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 3/5 octobre 1983, Fol. 5936 n° 31
 Loi F.D.D. n° 2 F.G.
 des lots concernés par la procède
 FG-III sont devenus lots 205
 à 332

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 19 10 décembre 1956, Fol. 190, n° 15
 Renseignements de ce hypothèque au 15 1956, 137
 octobre 1956 de Kourou Pac
 MORACHIONI Ar. h. 34.1956

D - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
 Dates, numéros et nature des formalités
 9 novembre 1960, Fol. 285, n° 11
 Acte de Mutation au 14.10.1960
 Mutuelle de l'Etat au 14.10.1960
 10.01.1961
 14.11.1961
 (Ann. ci-dessus) par qui continues
 publiquement la division de l'Etat
 immuable par le nombre

GOMMAINE : **Toulon**

SECTION : **CY** No du PLAN : **366** *groupe* **Est des MAZIS II**

I - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

E. G. (Rouille)

II - FORALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (en sus de ce qui est inscrit)

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

II - LOTISSEMENT (Designation des lots ou appartements)

| N° | N° de l'Immeuble | N° de l'Appartement | N° de l'Immeuble | | | | N° de l'Appartement | N° de l'Appartement | N° de l'Appartement | N° de l'Appartement | N° de l'Appartement |
|-----|------------------|---------------------|------------------|----|----|----|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | | | | | |
| 195 | 56 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 195 | 57 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 195 | 58 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 196 | 59 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 197 | 60 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 198 | 61 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 199 | 62 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 200 | 63 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 201 | 64 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 202 | 65 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 203 | 66 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |
| 204 | 67 | | 81 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 | |

Demande de renseignements n° 2018H2738

| A - MORTGAGES ET SERVITUDES ACTIVES (cont) | | | | B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (cont) | | | |
|--|-------|----------------|-------------------|---|---|--------------|------------------|
| № de l'acte | États | Nombre de lots | Superficie totale | Immeuble | Dates, numéros et nature des formalités | Observations | Immeuble |
| | | | | totalité ou lots | | | totalité ou lots |
| 186 | 4 | 1 | 0,08 | Complémentaires | des lots 33, revillacs pour les lots 34 à 61 par suite de la cession d'un lot supplémentaire - lot 34 indivisiblement tous les cailloux | | |
| 187 | 4 | 1 | 0,08 | | THUILLE n° de 27.5.1924 - supplémentaire des lots 48 53. | | |
| 188 | 4 | 1 | 0,08 | | PARLE n° de 5.1.1929 - n° des lots 38 51 64. | | |
| 189 | 4 | 1 | 0,08 | | LOFI n° de 21.9.1917 - | | |
| 190 | 4 | 1 | 0,08 | | GUILLET n° de 23.6.1924 - n° des lots 56 58 69. | | |
| 191 | 4 | 1 | 0,08 | | MINETTE n° de 19.2.1929 - | | |
| 192 | 4 | 1 | 0,08 | | AURERIE n° de 3.5.1929 - n° des lots 41 67. | | |
| 193 | 4 | 1 | 0,08 | | GOVIN n° de 31.12.1912 | | |
| 194 | 4 | 1 | 0,08 | | n° des lots 16 65 - | | |
| 195 | 4 | 1 | 0,08 | | LEPROUST n° de 13.2.1925 | | |
| 196 | 4 | 1 | 0,08 | | GERINI n° de 2.5.1927 - | | |
| 197 | 4 | 1 | 0,08 | | TUSSI n° de 1.3.1932 - | | |
| 198 | 4 | 1 | 0,08 | | n° des lots 42 55 - | | |
| 199 | 4 | 1 | 0,08 | | CARLISSA n° de 26.6.1885 - n° des lots 42 52 55. | | |
| 200 | 4 | 1 | 0,08 | | MATHERY n° de 30.7.1910 - | | |
| 201 | 4 | 1 | 0,08 | | LAURENUS n° de 13.9.1911 | | |
| 202 | 4 | 1 | 0,08 | | n° des lots 35 45 54 63 - | | |
| 203 | 4 | 1 | 0,08 | | ROUMIEUX n° de 12.1926 | | |
| 204 | 4 | 1 | 0,08 | | n° des lots 45 51 - | | |
| 205 | 4 | 1 | 0,08 | | NOTTIN n° de 6.6.1920 - | | |
| 206 | 4 | 1 | 0,08 | | n° des lots 45 65 - | | |
| 207 | 4 | 1 | 0,08 | | MARTIN n° de 14.2.1913 - | | |
| | | | | | - suite fiche 20 - | | |

← Nouvelle n° de lots (MSA)

COMMANDE : TOULON
 SECTION : CY
 N° du PLAN : 366 GROUPE
 Commandant des M.F.Z.S. II

FGI I - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE
 Demande de litiges sur contesté et
 83 38/000
 8322 328 334

II - LOTISSEMENT (désignation des lots ou appartements)
 Immeuble
 cédulé ou lots

| Modèle B | | A - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES | | B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|----------|---------|---------------------------------------|--------------|--|--------------|
| N° | Surface | Date, nature et nature des formalités | Observations | Date, nature et nature des formalités | Observations |
| 1 | 1 | 1 | | | |
| 2 | 2 | 2 | | | |
| 3 | 3 | 3 | | | |
| 4 | 4 | 4 | | | |
| 5 | 5 | 5 | | | |
| 6 | 6 | 6 | | | |
| 7 | 7 | 7 | | | |
| 8 | 8 | 8 | | | |
| 9 | 9 | 9 | | | |
| 10 | 10 | 10 | | | |
| 11 | 11 | 11 | | | |
| 12 | 12 | 12 | | | |
| 13 | 13 | 13 | | | |
| 14 | 14 | 14 | | | |
| 15 | 15 | 15 | | | |
| 16 | 16 | 16 | | | |
| 17 | 17 | 17 | | | |
| 18 | 18 | 18 | | | |
| 19 | 19 | 19 | | | |
| 20 | 20 | 20 | | | |
| 21 | 21 | 21 | | | |
| 22 | 22 | 22 | | | |

10
 Demande de renseignements n° 2018H2738

SECTION : **CY** N° de PLAN : **366** RUE : **PLEIN CIEL GARAGES N°**

III - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMOBILE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

| I - DESIGNATION DE L'IMMOBILE | | A - MUTATIONS | | B - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|---------------------------------------|--|---------------|--|--|--|
| Date, nature et nature des formalités | | Observations | | Immeuble totalité ou lots | |
| Retour de l'acte de l'acte | | | | | |
| 80.007/1000 de l'acte | | | | | |
| Spécificité litigieuse | | | | | |
| Quartier de l'acte de l'acte | | | | | |

| II - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) | | A - MUTATIONS | | B - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|---|----|---------------|--|--|--|
| N° de lot | | Observations | | Immeuble totalité ou lots | |
| 1 | 1 | | | | |
| 2 | 2 | | | | |
| 3 | 3 | | | | |
| 4 | 4 | | | | |
| 5 | 5 | | | | |
| 6 | 6 | | | | |
| 7 | 7 | | | | |
| 8 | 8 | | | | |
| 9 | 9 | | | | |
| 10 | 10 | | | | |
| 11 | 11 | | | | |
| 12 | 12 | | | | |
| 13 | 13 | | | | |
| 14 | 14 | | | | |
| 15 | 15 | | | | |
| 16 | 16 | | | | |
| 17 | 17 | | | | |
| 18 | 18 | | | | |
| 19 | 19 | | | | |
| 20 | 20 | | | | |
| 21 | 21 | | | | |
| 22 | 22 | | | | |
| 23 | 23 | | | | |
| 24 | 24 | | | | |
| 25 | 25 | | | | |
| 26 | 26 | | | | |
| 27 | 27 | | | | |
| 28 | 28 | | | | |
| 29 | 29 | | | | |
| 30 | 30 | | | | |
| 31 | 31 | | | | |
| 32 | 32 | | | | |
| 33 | 33 | | | | |
| 34 | 34 | | | | |
| 35 | 35 | | | | |
| 36 | 36 | | | | |
| 37 | 37 | | | | |
| 38 | 38 | | | | |
| 39 | 39 | | | | |
| 40 | 40 | | | | |
| 41 | 41 | | | | |
| 42 | 42 | | | | |
| 43 | 43 | | | | |
| 44 | 44 | | | | |
| 45 | 45 | | | | |
| 46 | 46 | | | | |
| 47 | 47 | | | | |
| 48 | 48 | | | | |
| 49 | 49 | | | | |
| 50 | 50 | | | | |

| III - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) | | A - MUTATIONS | | B - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | |
|--|----|---------------|--|--|--|
| N° de lot | | Observations | | Immeuble totalité ou lots | |
| 1 | 1 | | | | |
| 2 | 2 | | | | |
| 3 | 3 | | | | |
| 4 | 4 | | | | |
| 5 | 5 | | | | |
| 6 | 6 | | | | |
| 7 | 7 | | | | |
| 8 | 8 | | | | |
| 9 | 9 | | | | |
| 10 | 10 | | | | |
| 11 | 11 | | | | |
| 12 | 12 | | | | |
| 13 | 13 | | | | |
| 14 | 14 | | | | |
| 15 | 15 | | | | |
| 16 | 16 | | | | |
| 17 | 17 | | | | |
| 18 | 18 | | | | |
| 19 | 19 | | | | |
| 20 | 20 | | | | |
| 21 | 21 | | | | |
| 22 | 22 | | | | |
| 23 | 23 | | | | |
| 24 | 24 | | | | |
| 25 | 25 | | | | |
| 26 | 26 | | | | |
| 27 | 27 | | | | |
| 28 | 28 | | | | |
| 29 | 29 | | | | |
| 30 | 30 | | | | |
| 31 | 31 | | | | |
| 32 | 32 | | | | |
| 33 | 33 | | | | |
| 34 | 34 | | | | |
| 35 | 35 | | | | |
| 36 | 36 | | | | |
| 37 | 37 | | | | |
| 38 | 38 | | | | |
| 39 | 39 | | | | |
| 40 | 40 | | | | |
| 41 | 41 | | | | |
| 42 | 42 | | | | |
| 43 | 43 | | | | |
| 44 | 44 | | | | |
| 45 | 45 | | | | |
| 46 | 46 | | | | |
| 47 | 47 | | | | |
| 48 | 48 | | | | |
| 49 | 49 | | | | |
| 50 | 50 | | | | |

CONCOMITE : **TOULON**

SECTION : **CY** No du PLAN : **366** Rue **Spouse Roumiantov** No **M A Z 189**

I - DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE

II - LOTISSEMENT (Délimitation des lots en appartements)

| N° | N° de lot | N° de plan | N° de lot principal au titre de lot | N° de lot principal au titre de lot | N° de lot principal au titre de lot | N° de lot principal au titre de lot | A - MUTATIONS | | B - CESSIONS, PARTITIONS ET HYPOTHEQUES | |
|-----|-----------|------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|----------|---|----------|
| | | | | | | | Date, nature et valeur des mutations | Quantité | Date, nature et valeur des mutations | Quantité |
| 327 | 327 | Rc | 327 | 327 | 327 | 327 | 327 | 327 | 327 | |
| 328 | 328 | Rc | 328 | 328 | 328 | 328 | 328 | 328 | 328 | |
| 329 | 329 | Rc | 329 | 329 | 329 | 329 | 329 | 329 | 329 | |
| 330 | 330 | Rc | 330 | 330 | 330 | 330 | 330 | 330 | 330 | |
| 331 | 331 | Rc | 331 | 331 | 331 | 331 | 331 | 331 | 331 | |
| 332 | 332 | Rc | 332 | 332 | 332 | 332 | 332 | 332 | 332 | |
| 333 | 333 | Rc | 333 | 333 | 333 | 333 | 333 | 333 | 333 | |
| 334 | 334 | Rc | 334 | 334 | 334 | 334 | 334 | 334 | 334 | |
| 335 | 335 | Rc | 335 | 335 | 335 | 335 | 335 | 335 | 335 | |
| 336 | 336 | Rc | 336 | 336 | 336 | 336 | 336 | 336 | 336 | |
| 337 | 337 | Rc | 337 | 337 | 337 | 337 | 337 | 337 | 337 | |
| 338 | 338 | Rc | 338 | 338 | 338 | 338 | 338 | 338 | 338 | |
| 339 | 339 | Rc | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | 339 | |
| 340 | 340 | Rc | 340 | 340 | 340 | 340 | 340 | 340 | 340 | |
| 341 | 341 | Rc | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | |
| 342 | 342 | Rc | 342 | 342 | 342 | 342 | 342 | 342 | 342 | |
| 343 | 343 | Rc | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | |
| 344 | 344 | Rc | 344 | 344 | 344 | 344 | 344 | 344 | 344 | |
| 345 | 345 | Rc | 345 | 345 | 345 | 345 | 345 | 345 | 345 | |
| 346 | 346 | Rc | 346 | 346 | 346 | 346 | 346 | 346 | 346 | |
| 347 | 347 | Rc | 347 | 347 | 347 | 347 | 347 | 347 | 347 | |
| 348 | 348 | Rc | 348 | 348 | 348 | 348 | 348 | 348 | 348 | |
| 349 | 349 | Rc | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | |
| 350 | 350 | Rc | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | |
| 351 | 351 | Rc | 351 | 351 | 351 | 351 | 351 | 351 | 351 | |
| 352 | 352 | Rc | 352 | 352 | 352 | 352 | 352 | 352 | 352 | |
| 353 | 353 | Rc | 353 | 353 | 353 | 353 | 353 | 353 | 353 | |
| 354 | 354 | Rc | 354 | 354 | 354 | 354 | 354 | 354 | 354 | |

| E. - LOTISSEMENT (désignation des lots en appartement) (suite) | | | | | | | A. - MUTATIONS SERVICES ACTIVES (suite) | | | | F. - CHARGES, PRIÉTIRES ET IVYRIQUES (suite) | | | | | | |
|--|-----|----------------|----------------|---|------------------------|------------------------|---|----------------------------------|---------|----------------------------------|--|--------------|----------------------------------|---------|-----------------|----------|--|
| N ^o | Rég | S ^o | P ^o | N ^o de plan principal ou terrain | N ^o de plan | N ^o de plan | Reclassement ancien | Mutations | | Services actifs | | Observations | Charges, priétires et ivyriques | | Observations | | |
| | | | | | | | | Date, nature et nature de l'acte | Montant | Date, nature et nature de l'acte | Montant | | Date, nature et nature de l'acte | Montant | | | |
| 288 | | | | 6.31 | 1 ^o | 1 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 1 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 1 ^o | 14.10.01 | |
| 289 | | | | 6.31 | 2 ^o | 2 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 2 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 2 ^o | 14.10.01 | |
| 290 | | | | 6.31 | 3 ^o | 3 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 3 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 3 ^o | 14.10.01 | |
| 291 | | | | 6.31 | 4 ^o | 4 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 4 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 4 ^o | 14.10.01 | |
| 292 | | | | 6.31 | 5 ^o | 5 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 5 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 5 ^o | 14.10.01 | |
| 293 | | | | 6.31 | 6 ^o | 6 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 6 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 6 ^o | 14.10.01 | |
| 294 | | | | 6.31 | 7 ^o | 7 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 7 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 7 ^o | 14.10.01 | |
| 295 | | | | 6.31 | 8 ^o | 8 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 8 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 8 ^o | 14.10.01 | |
| 296 | | | | 6.31 | 9 ^o | 9 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 9 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 9 ^o | 14.10.01 | |
| 297 | | | | 6.31 | 10 ^o | 10 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 10 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 10 ^o | 14.10.01 | |
| 298 | | | | 6.31 | 11 ^o | 11 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 11 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 11 ^o | 14.10.01 | |
| 299 | | | | 6.31 | 12 ^o | 12 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 12 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 12 ^o | 14.10.01 | |
| 300 | | | | 6.31 | 13 ^o | 13 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 13 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 13 ^o | 14.10.01 | |
| 301 | | | | 6.31 | 14 ^o | 14 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 14 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 14 ^o | 14.10.01 | |
| 302 | | | | 6.31 | 15 ^o | 15 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 15 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 15 ^o | 14.10.01 | |
| 303 | | | | 6.31 | 16 ^o | 16 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 16 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 16 ^o | 14.10.01 | |
| 304 | | | | 6.31 | 17 ^o | 17 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 17 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 17 ^o | 14.10.01 | |
| 305 | | | | 6.31 | 18 ^o | 18 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 18 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 18 ^o | 14.10.01 | |
| 306 | | | | 6.31 | 19 ^o | 19 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 19 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 19 ^o | 14.10.01 | |
| 307 | | | | 6.31 | 20 ^o | 20 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 20 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 20 ^o | 14.10.01 | |
| 308 | | | | 6.31 | 21 ^o | 21 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 21 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 21 ^o | 14.10.01 | |
| 309 | | | | 6.31 | 22 ^o | 22 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 22 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 22 ^o | 14.10.01 | |
| 310 | | | | 6.31 | 23 ^o | 23 ^o | EP | 14.10.01 | 6.31 | 23 ^o | 14.10.01 | EP | 14.10.01 | 6.31 | 23 ^o | 14.10.01 | |

COMMANDE : **TOULON** SECTION : **CY** No du PLAN : **366** Rdt : **Shabe Bourmandant de 1782 MS**

I - DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE

Fel **Paris 14**

A - REGIONS SERVICES ACTIFS

B - GRANDES PREVIJES ET IMMOBILIS

| N° | Noms | Région | Escalier | Page | Nombre de pièces principales au service de la | Mètres | Travaux compléments | A - REGIONS SERVICES ACTIFS | | | | B - GRANDES PREVIJES ET IMMOBILIS | | | | | | |
|-----|------|--------|----------|------|---|--------|---------------------|-----------------------------|-----|----|----|-----------------------------------|----|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | N° Bat | Esc | Et | Et | Et | Et | Et | Et | Et | Et | Et |
| 319 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 320 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 321 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 322 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 323 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 324 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 325 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 326 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 327 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 328 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 329 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 330 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 331 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 332 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 333 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 334 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 335 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 336 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 337 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 338 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 339 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 340 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 341 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 342 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 343 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 344 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 345 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |
| 346 | | | | | | | | 0.068 | FE | 14 | | | | | | | | |

| II. - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite) | | | | | | | | | | A. - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES (suite) | | | | | B. - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite) | | | | |
|--|---|---|---|---|---|---|-----------------|----|-------------------------------------|---|-----------------|-----|--|----|---|----|--|--|--|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | Inscrits en les | | Avec, nature et nature de formalité | | Inscrits en les | | Dates, nature et nature des formalités | | Observations | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | N° | ES | ES | ES | ES | N° | ES | ES | ES | ES | | | |
| 187 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 187 | ES | ES | ES | ES | 187 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 188 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 188 | ES | ES | ES | ES | 188 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 189 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 189 | ES | ES | ES | ES | 189 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 190 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 190 | ES | ES | ES | ES | 190 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 191 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 191 | ES | ES | ES | ES | 191 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 192 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 192 | ES | ES | ES | ES | 192 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 193 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 193 | ES | ES | ES | ES | 193 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 194 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 194 | ES | ES | ES | ES | 194 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 195 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 195 | ES | ES | ES | ES | 195 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 196 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 196 | ES | ES | ES | ES | 196 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 197 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 197 | ES | ES | ES | ES | 197 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 198 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 198 | ES | ES | ES | ES | 198 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 199 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 199 | ES | ES | ES | ES | 199 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 200 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 200 | ES | ES | ES | ES | 200 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 201 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 201 | ES | ES | ES | ES | 201 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 202 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 202 | ES | ES | ES | ES | 202 | ES | ES | ES | ES | | | |
| 203 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 203 | ES | ES | ES | ES | 203 | ES | ES | ES | ES | | | |

COMMANDE: TOULON
SECTION: CV No de PLAN: 366
RUE de GAMBETTA Bât des NAZIS No

FG (P.O.L.)

I - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

II - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESTINE A LOUER (ou les deux le composent)

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRELÈVEMENTS ET HYPOTHEQUES

| I - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE | | II - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESTINE A LOUER (ou les deux le composent) | |
|--------------------------------------|---------------------------------------|--|---------------------------------------|
| A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES | | B - CHARGES, PRELÈVEMENTS ET HYPOTHEQUES | |
| Immatriculation au fichier des biens | Date, nature et valeur des formalités | Immatriculation au fichier des biens | Date, nature et valeur des formalités |
| N° Bât Esc Eta. Nature | Volume | N° Bât Esc Eta. Nature | Volume |
| | | | |
| 151 | B 3° App't | 151 | RS Cave |
| 152 | | 152 | |
| 153 | | 153 | |
| 154 | | 154 | |
| 155 | | 155 | |
| 156 | | 156 | |
| 157 | | 157 | |
| 158 | | 158 | |
| 159 | | 159 | |
| 160 | | 160 | |
| 161 | | 161 | |
| 162 | | 162 | |
| 163 | | 163 | |
| 164 | | 164 | |
| 165 | | 165 | |
| 166 | | 166 | |
| 167 | | 167 | |
| 168 | | 168 | |
| 169 | | 169 | |
| 170 | | 170 | |
| 171 | | 171 | |
| 172 | | 172 | |
| 173 | | 173 | |
| 174 | | 174 | |
| 175 | | 175 | |
| 176 | | 176 | |
| 177 | | 177 | |
| 178 | | 178 | |
| 179 | | 179 | |
| 180 | | 180 | |
| 181 | | 181 | |
| 182 | | 182 | |
| 183 | | 183 | |
| 184 | | 184 | |
| 185 | | 185 | |
| 186 | | 186 | |
| 187 | | 187 | |
| 188 | | 188 | |
| 189 | | 189 | |
| 190 | | 190 | |
| 191 | | 191 | |
| 192 | | 192 | |
| 193 | | 193 | |
| 194 | | 194 | |
| 195 | | 195 | |
| 196 | | 196 | |
| 197 | | 197 | |
| 198 | | 198 | |
| 199 | | 199 | |
| 200 | | 200 | |

| A. - MUTATIONS SERVITUDES ACQUISES | | | | | | | B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite) | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---|--------------------------------|--------------|--------------------------------|--------------|--------------------------------|--------------|
| N° de Régistre | Régime Fiscal | N° de Régime Fiscal | N° de Régime Fiscal | N° de Régime Fiscal | N° de Régime Fiscal | N° de Régime Fiscal | Transmissions complémentaires | Immeuble totalité ou partie | Observations | Immeuble totalité ou partie | Observations | Immeuble totalité ou partie | Observations |
| | | | | | | | | | | | | | |
| 130 | | | | | | | AC Accessoire 615/EP Ancien Pat. A. EG. I | | | | | | |
| 131 | | | | | | | | | | | | | |
| 132 | | | | | | | | | | | | | |
| 133 | | | | | | | | | | | | | |
| 134 | | | | | | | | | | | | | |
| 135 | | | | | | | | | | | | | |
| 136 | | | | | | | | | | | | | |
| 137 | | | | | | | | | | | | | |
| 138 | | | | | | | | | | | | | |
| 139 | | | | | | | | | | | | | |
| 140 | | | | | | | | | | | | | |
| 141 | | | | | | | | | | | | | |
| 142 | | | | | | | | | | | | | |
| 143 | | | | | | | | | | | | | |
| 144 | | | | | | | | | | | | | |
| 145 | | | | | | | | | | | | | |

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
 COMARQUE : **TOULON**
 SECTION : **CY** N° du PLAN : **366** Rte **Quaipe** **Commune des MAZ**
 III - FORMAIRES CONCERNANT L'IMMOBILITE DESIGNEE CLONTEE (en les les le compare)

I - DESIGNATION DE L'IMMOBILITE
 I - II - III
 Parcelle de lue de **380.56ca**
 Code A. **380.65ca**

II - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

| N° | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | N° de lot | A - HERITAGES SANS TITRES ACTIFS | | B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES | | |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------------------------|---------------------------------------|--|--------------------|---------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | Immatriculé ou non | Date, nature et auteur des formalités | Observations | Immatriculé ou non | Date, nature et auteur des formalités |
| 1 | 115.52 | FE I | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |
| 2 | 88.38 | FE II | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |
| 3 | 145.54 | FE III | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |
| 4 | 86.33 | FE IV | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |
| 5 | 89.24 | FE V | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |
| 6 | 112.39 | FE VI | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |
| 7 | 145.30 | FE VII | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 | 145.123 |

T SVP



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
TOULON 1

Demande de renseignements n° 2018H22738 (35)
déposée le 22/08/2018, par Maître PEYSSON CHOUETTE CAIS

Réf. dossier : RSUH / TOULON CY 366

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1968 au 01/04/2001
[x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 19 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 02/04/2001 au 18/01/2018 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 6 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 19/01/2018 au 22/08/2018 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A TOULON 1, le 24/08/2018

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Francis VAQUE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE I^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} — CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente forcée d'un bien immobilier, ordonnée par le juge de l'exécution.

ARTICLE 2 — MODALITES DE LA VENTE

Néanmoins, le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge autorise la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

À défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 — ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

S'il s'agit d'un immeuble de copropriété, l'adjudicataire fera son affaire du respect des dispositions des décrets n°96-97 du 7 février 1996 « relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis » et n°97-855 du 12 septembre 1997, concernant la présence éventuelle d'amiante dans les immeubles. Il supportera, sans aucun recours, pour quelque cause que ce soit, contre le poursuivant ou le rédacteur du présent cahier des charges, toutes les obligations matérielles et financières que pourra engendrer l'application de cette réglementation, qu'il s'agisse des parties communes, des parties privatives, ou des éléments d'équipements collectifs.

ARTICLE 4—BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5—PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6—ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7—SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II: ENCHERES

ARTICLE 8—RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

ARTICLE 9—GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou/et un chèque de banque rédigé à l'ordre de la CARPA, représentant 10% du montant de la mise à prix, et au minimum 3.000 €, et le remet à l'avocat poursuivant.

La caution ou/et le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur ou, en cas d'adjudication remportée par le remettant et objet d'une surenchère, passé le délai de contestation de cette dernière.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10—SURENCHERE

Dans le délai de dix jours de l'adjudication, toute personne solvable pourra former surenchère du dixième sans que l'adjudicataire surenchéral puisse exercer à raison de cette surenchère aucune action contre qui que ce soit.

A peine d'irrecevabilité, l'acte de surenchère, obligatoirement établi sous la constitution d'un avocat inscrit au barreau du ressort du Tribunal de Grande Instance devant lequel s'est déroulée l'adjudication, sera déposé dans les dix jours de l'adjudication au greffe du juge de l'exécution.

En outre, le surenchérisseur devra avoir remis à l'avocat constitué pour lui un chèque de banque ou une caution bancaire irrévocable du dixième du prix pour lequel la surenchère est portée, savoir le prix de l'adjudication initiale.

L'avocat constitué sur la surenchère devra attester de cette remise dans la dénonciation de surenchère prévue à l'article R.322-52 du Code des Procédures Civiles d'Exécution et en justifier sur la sommation de tout intéressé.

L'avocat du surenchérisseur devra remettre à l'avocat poursuivant le chèque de banque ou la caution bancaire à l'audience de revente sur surenchère éventuellement complété par un chèque de banque ou une caution bancaire permettant de porter la garantie au montant déterminé à l'article 9 ci-dessus énoncé s'il entend porter l'enchère au-delà du montant de sa surenchère.

La surenchère ne pourra faire l'objet d'une rétractation.

La procédure de remise en vente sera diligentée par l'avocat qui a poursuivi la première vente. Ce dernier aura droit aux émoluments alloués à l'avocat poursuivant sur la totalité du prix de vente sur surenchère, et ce, au titre tant de la poursuite de la première vente que de la vente sur surenchère. L'avocat du surenchérisseur aura droit aux émoluments de défendeur mais ne participera pas au partage du droit proportionnel.

Les conditions pour enchérir à l'audience de vente sur surenchère seront celles prévues à l'article 9 ci-dessus.

Si le surenchérisseur n'est pas déclaré adjudicataire, sa consignation ou sa caution lui sera restituée.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 — REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L 322.12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'adjudicataire à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III: VENTE

ARTICLE 12 — TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de l'adjudication sauf exercice d'un droit de préemption.

L'adjudicataire ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

ARTICLE 13 — DESIGNATION DU SEQUESTRE ET VERSEMENT DU PRIX

A l'effet d'en accélérer la répartition, les fonds à provenir de la vente forcée ou de la vente amiable autorisée par le Juge de l'Exécution seront consignés dès leur versement entre les mains de l'avocat poursuivant d'ores et déjà désigné en qualité de séquestre, pour être distribué à sa diligence entre les créanciers visés à l'article L. 331.1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'avocat poursuivant recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie et le paiement des frais et émoluments de la poursuite, le tout par application de l'article 12.1 du règlement intérieur national de la profession d'avocat.

Si en dépit de la stipulation ci-dessus les sommes versées par l'acquéreur ont été consignées à la Caisse des Dépôts et Consignations, le notaire rédacteur en fera opérer la déconsignation au profit du séquestre répartiteur à première demande de ce dernier et sur le vu du jugement constatant la vente amiable.

EN CAS DE VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois de l'adjudication définitive, l'adjudicataire sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal, par l'intermédiaire de son Avocat entre les mains de l'avocat du poursuivant d'ores et déjà expressément désigné comme séquestre conventionnel, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de l'adjudication définitive, l'adjudicataire ne sera redevable d'aucun intérêt.

Si le paiement du prix intervient au-delà de ce délai, le prix sera augmenté de plein droit des intérêts du taux légal depuis le jour de l'adjudication définitive jusqu'au versement complet du prix. Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois de la date de l'adjudication.

Le versement ainsi opéré emportera affectation spéciale et irrévocable au paiement du prix. Six mois après la consignation du prix, celle-ci produira à l'égard du débiteur tous les effets d'un paiement.

Si l'adjudicataire est un créancier inscrit pouvant prétendre, à l'occasion de la distribution du prix, à une collocation totale ou partielle, il sera autorisé à conserver le prix, à hauteur de sa créance mais devra les intérêts sur le solde du prix, au taux prévu ci-dessus, à compter du jour de l'adjudication jusqu'au paiement.

La somme versée entre les mains du séquestre produira intérêts au taux servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du saisi et des créanciers, à compter de son parfait encaissement et ce jusqu'au jour de sa répartition, lequel s'entend de la date de l'ordre donné par le séquestre à la caisse dépositaire. En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'adjudicataire, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

Si l'adjudicataire est évincé par l'exercice d'un des droits de préemption institué par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant ou le séquestre à raison de l'immobilisation des sommes versées par lui ou du préjudice qui pourrait lui être occasionné en ce cas.

En cas de préemption, l'avocat qui aura exercé ce droit percevra la moitié de l'émolument prévu à l'article 35 du tarif, l'autre moitié revenant à l'avocat du préempté.

Le bénéficiaire de la préemption sera tenu des obligations de l'adjudicataire et particulièrement du paiement du prix, des intérêts et des frais dans les mêmes conditions que lui.

Hors le cas d'une vente sur licitation, le versement du prix assorti des intérêts qu'il aura produit et des frais de la vente purge de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège du chef du débiteur.

EN CAS DE VENTE AMIABLE

Le versement du prix et des frais de vente devra intervenir entre les mains de l'avocat du poursuivant désigné séquestre ci-dessus dès avant l'établissement de l'acte notarié de vente.

ARTICLE 14—VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, sont consignés entre les mains du séquestre désigné et acquis aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés comprenant les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais et les émoluments taxés de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15— PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments, fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Juge de l'Exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 16— DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 17— OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 18— DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- de le publier au bureau du Service de la Publicité Foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente; de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité

- le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 19— ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué en totalité, par la perception des loyers ou fermages, à partir du premier jour du terme qui suivra cette vente ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suivra la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 20—CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété afférentes à l'exercice en cours, à compter de l'entrée en jouissance.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 21—TITRE DE PROPRIÉTÉ

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous depositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 22—PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 23—PAIEMENT PROVISIONNEL DU CRÉANCIER DE 1^{er} RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang, figurant dans l'état ordonné des créances, pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au séquestre ou au consignataire désigné, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

A l'appui de sa demande, il devra être fourni:

- un état hypothécaire sur publication du titre de vente;
- la copie de l'état ordonné des créances ;
- la justification de la notification de la demande de règlement provisionnel par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chacun des autres créanciers inscrits et, le cas échéant, au syndic de copropriété, et à la partie saisie.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de produire sa créance et de se faire régler pour l'intégralité des sommes qui lui sont dues.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 24— DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant d'ores et déjà désigné séquestre répartiteur, conformément aux articles R 331-1 à R 334-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La rétribution du séquestre répartiteur sera prélevée sur les fonds à répartir.

La rétribution du séquestre s'ajoute aux frais et émoluments de vente. Elle est prélevée sur les fonds à répartir et supportée par les créanciers et, le cas échéant, au prorata de la somme qui revient à chacun d'eux, dans la proportion prévue à l'article 29 du décret n°60-323 du 2 avril 1960 sauf accord de majoration en cas de diligences particulières.

Sous cette dernière réserve, la rémunération du séquestre répartiteur s'obtient en appliquant au prix d'adjudication les tranches de calcul suivantes :

0 à 6.500 € = 8%

6.500 à 17.000 € = 3,30%

17.000 à 60.000 € = 2,20 %

Au-dessus de 60.000 € = 1,65 %

ARTICLE 25— ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 26 — IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n°94-624 du 21/07/94).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 27 — IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 28 — MISE A PRIX

L'adjudication aura lieu en **1** lot sur la mise à prix suivante :

Mise à Prix : TRENTE HUIT MILLE EUROS - 38 000 €

mise à prix offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de la vente.

Ainsi fait et dressé par l'Avocat poursuivant, Maître **Félicien PEYSSON**

A TOULON; le **Vendredi 11 Janvier 2019**.

